

Brochure n° 3109

Accord professionnel

MÉTALLURGIE

■ *Journal officiel* du 4 mars 2008

Arrêté du 26 février 2008 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la métallurgie

NOR : MTST0805176A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'accord national professionnel du 19 juin 2007 relatif à l'égalité professionnelle (une annexe), conclu dans le secteur de la métallurgie ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 août 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 12 février 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 19 juin 2007 relatif à l'égalité professionnelle (une annexe), conclu dans le secteur de la métallurgie, à l'exclusion :

- des termes : « âgées de 26 ans et plus, ou » figurant au premier alinéa de l'article 11 et des termes : « de 26 ans et plus » figurant au deuxième alinéa de l'article précité, comme étant contraires aux dispositions de l'article 225 du code général des impôts auxquelles une convention collective ne peut déroger ;

- des termes : « d'une durée continue d'au moins six mois » figurant à l'article 12 comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 225-26 du code du travail, qui prévoient que cet entretien est de droit, sans condition de durée de congé.

L'article 12 est étendu sous réserve, d'une part, de l'application des dispositions de l'article 10-8 de l'accord national interprofessionnel du 1^{er} mars 2004 relatif à l'égalité professionnelle, qui prévoient que les entreprises et les branches proposent à tout salarié un entretien avant et après le congé de maternité ou le congé parental et, d'autre part, de l'application des dispositions de l'article L. 225-26 du code du travail qui prévoient également un entretien avant le congé de soutien familial.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 février 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/30, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.